

# Bolivie: deuil et colère pour l'assassinat de 15 paysans et déclaration de l'état d'urgence

14-09-2008

Hier sont apparus six cadavres flottant dans une rivière de la préfecture de Pando qui s'ajoutent aux neuf paysans massacrés par des forces parapolicieres qui répondent aux mouvements autonomes. Le chef de l'armée a ratifié son attachement à la Constitution. Dur avertissement du chef des Forces Armées aux insurgés de la Demie-Lune.

Le président Evo Morales et le préfet de Tarija, comme représentant des départements autonomistes de la Demie-Lune, se sont réunis hier à La Paz pour essayer de calmer la violence généralisée dans l'orient (est) bolivien. Quand le préfet Mario Cossio a accepté de se rendre au rendez-vous avec les Morales, le gouvernement lui a avancé dans une lettre que le dialogue serait amer : "Nous regrettons que pour ce changement d'attitude aient du avoir lieu autant de malheur, de dommages irréparables et de douleur". Tandis que commençait la réunion, le cabinet des ministres a signé le Décret Suprême N° 29705, qui dicte l'état d'urgence dans le département de Pando. Il est estimé que 15 personnes, presque tous des paysans, ont été assassinés jusqu'à présent par des groupes paramilitaires dans ce département de l'Amazonie bolivienne. Hier, déclaré jour de deuil national, Morales a dit à Cochabamba : "Peut-être suis-je le coupable pour avoir dit aux Forces Armées et à la Police Nationale de ne pas utiliser d'armes contre le peuple. Peut-être pour cela plusieurs groupes en profitent pour offenser et humilier les Forces Armées et la Police".

Hier à l'aube, le président Morales a ordonné à l'armée de débloquent toutes les routes du sud-est qui mènent aux champs pétroliers, pour éviter de nouvelles prises. Les adversaires ont protesté, mais finalement ils ont libéré les routes de manière pacifique. Jusqu'à la fermeture de cette édition, le gouvernement national n'avait pas informé si l'armée avait récupéré le contrôle des entreprises d'hydrocarbures de Tarija.

Parmi les déclarations de solidarité d'autres pays, il y en a eu une qui incommoderait tout gouvernement. Le Vénézuélien Hugo Chavez a affirmé que l'armée de son pays interviendra si quelqu'un ose renverser Morales. Le commandant en chef des Forces Armées, Luis Trigo, lui a répondu en uniforme de combat : "Nous disons à monsieur le président du Venezuela et à la communauté internationale que les Forces Armées refusent emphatiquement des intrusions externes de n'importe quel caractère, d'où qu'elles viennent, et elles ne permettront qu'aucun militaire ou force étrangère ne pénètre sur le territoire national".

Et ensuite il s'est adressé aux groupes organisés par les civiques et les préfectures de l'orient : "Nous prévenons que nous n'allons plus tolérer les agissements des groupes radicaux violents qui cherchent seulement l'affrontement entre boliviens, provoquant douleur et deuil".

Finalement, le chef militaire a assuré : "Au peuple bolivien, de qui nous venons et à qui nous devons, nous disons que les actions des Forces Armées sont encadrées par l'article 208 de la Constitution et en son accomplissement nous allons garantir le patrimoine de la Nation, le fonctionnement de l'appareil étatique et des services publics, ainsi que la conservation des ressources stratégiques. La citoyenneté doit avoir la certitude que tout le matériel et équipement ne sera pas utilisée contre le peuple. Tout type de mobilisation de troupe, de matériel et d'équipements militaires obéira strictement à l'exécution d'opérations militaires qui ont pour seul objet de garantir le règne de la Carta Magna et de l'ordre interne. Seulement dans un cas extrême elle sera employée pour garantir l'ordre interne et pour répondre avec fermeté et patriotisme à toute menace de ces groupes vandaliques et criminels". Quelques heures après son discours a été dicté l'état d'urgence à Pando.

La nuit antérieure, quand il a annoncé le jour de deuil national, le vice-président, Alvaro Garcia Linera, avait lancé un dur avertissement. "Nous exigeons le repli immédiat de chacun des groupes de voleurs qui occupent les champs gazéifères et les institutions. Ils doivent savoir que tôt ou tard la force de la Constitution va s'imposer sur eux. Ils ont attenté contre la vie de boliviens et il doit y avoir une responsabilité pénale", a-t-il signalé.

Hier soir, tandis que le ministre de la défense déclamait l'état d'urgence, un avion militaire a atterri à Cobija, la capitale de Pando, et a expulsé les autonomistes qui occupaient l'aéroport. Ensuite, les 200 soldats sont sortis pour patrouiller la ville, dans l'obscurité parce que les civiques ont coupé le service électrique. Il semble que le préfet Leopoldo Fernandez n'était plus dans la ville.

"Nous avons l'espoir qu'il y ait un dialogue, mais l'armée est entrée dans le Pando pour mettre des balles (sic). Si c'est le concept de dialogue du président Morales, il est très erroné", a dit le président du Comité Pro Santa Cruz, l'entrepreneur agroindustriel et grand propriétaire foncier, Branko Marinkovic. Le préfet cruceño, Ruben Costas, a accusé le MAS pour la "violence assassine" régnante dans sa région. Dans les derniers jours, 30 édifices publics et 140 postes de péage ont été pris dans l'orient bolivien. Dans les départements autonomistes prévaut la notion selon laquelle le président Morales est coupable de la violence dans l'orient. "Nous avons besoin que les parties mettent tout leur engagement possible pour que, comme premier résultat, nous obtenions la pacification de la Bolivie. Huit morts et beaucoup de blessés à Pando, les prises de Santa Cruz avec des actions militaires, les militaires dans Villamontes, les actions militaires qui ont été planifiées et heureusement non exécutées avec une tension profonde dans le Beni et à Chuquisaca, sont suffisants pour la Bolivie récupère maintenant la sagesse", a dit Cossio avant de se réunir avec Morales. Le Conseil National Démocratique (Conaldea), qui regroupe les dirigeants de la Demie-Lune (Beni, Pando,

Santa Cruz, Tarija et Chuquisaca), mène depuis 20 jours des protestation pour que le gouvernement national restitue aux préfectures les 30 pour cent de l'impôt sur les hydrocarbures (IDH) qu'il leur a retiré pour financer un bon de 30 dollars destiné aux personnes de plus de 60 ans. Ils résistent aussi aux tentatives de Morales de soumettre à référendum la nouvelle Constitution. Sebastián Ochoa, Pagina/12, 13 septembre 2008. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-111544-2008-09-13.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>